

Recrudescence de la violence contre les femmes

Le drame de Amira Merabet, cette jeune femme brûlée vive à Constantine, continue d'alimenter les plus vives polémiques dans la société algérienne. Les associations féminines engagées dans une lutte sans fin pour le droit des femmes évoquent une véritable recrudescence de la violence contre la gent féminine en particulier dans les lieux publics. Pour beaucoup, cette situation résulte de la non-prise en charge de l'après-terrorisme.

Première semaine de septembre 2016 : une information terrifiante fait le buzz sur les réseaux sociaux. Une association féminine de la wilaya de Constantine informe les Algériens qu'une jeune femme de 34 ans a été brûlée vive le 1^{er} du mois par un individu contre lequel elle se battait pour l'empêcher d'agresser sa sœur qui refusait ses avances. Les détails rendus publics sont à couper le souffle. Amira Merabet a été jetée de force par deux hommes dans une camionnette avant d'être aspergée d'essence et brûlée par ses agresseurs. Ces derniers quittent alors rapidement le véhicule et s'enfuient en laissant derrière eux une victime agonisante. Amira Merabet décède à l'hôpital d'El-Khroub, atteinte de brûlures graves. Son tort : s'être opposée à l'homme qui voulait de force embarquer sa jeune sœur qui hurlait de toutes ses forces pour échapper à un homme auquel elle refusait de céder. L'agresseur est toujours en fuite. Une photo circule sur les réseaux déchaînés par le sort de Amira Merabet. Un rassemblement est organisé une semaine plus tard par le collectif féministe de Constantine qui avait donné l'alerte. Des dizaines de femmes victimes de violences multiformes sont présentes. Des représentantes d'associations de femmes les encadrent. Une année plus tôt, en novembre 2015, un autre rassemblement similaire se tenait à la même place en hommage à Razika Chérif, une autre jeune femme écrasée (à M'sila) par un automobiliste auquel elle refusait de céder. Les portraits de la victime sont brandis aux côtés de ceux d'Amira Merabet. Deux victimes de trop d'une violence qui ne cesse de s'accroître un peu partout à travers le pays particulièrement dans les lieux publics, à en croire M^{me} Fatma Boufenik, présidente de l'association «Femmes revendiquant leurs droits» à Oran. Le travail entrepris par ce collectif a permis d'observer une augmentation sensible du nombre des violences contre les femmes dans les lieux publics. Ce qui est arrivé en ce mois de septembre à Constantine est, dit-elle, symptomatique d'une réalité que beaucoup ne veulent pas

voir. «Oui, la violence s'est accrue dans les lieux publics et elle revêt des formes différentes allant d'une parole violente à des atrocités comme celle que nous dénonçons à Constantine. Mais cette situation est aussi partout et le drame est qu'elle se trouve aujourd'hui complètement banalisée.» Chaque année, l'association en question reçoit une moyenne de 100 femmes victimes de violences conjugales. Un échantillon composé des personnes les plus «courageuses», «représentantes» d'une couche nettement plus large soumises fréquemment à des drames conjugaux. Ces dernières représentent la première catégorie des victimes enregistrées. Viennent ensuite les autres, «celles qui ont été agressées dans des lieux publics ou professionnels». Là aussi, les chiffres détenus par le collectif restent bien en deçà d'une réalité que taisent de très nombreuses femmes par crainte de représailles ou par peur de perdre un emploi indispensable. Selon M^{me} Fatima Boufenik, l'origine de cette situation est due à «plusieurs facteurs qui se combinent dans une société qui a de plus en plus de mal à mettre en place des mécanismes permettant la prévention de cette violence. Chez nous, dit-elle, le psychologue est encore un sujet tabou, mais encore ces spécialistes n'existent pas en nombre suffisant et parmi eux beaucoup ne sont pas aussi performants qu'on le voudrait. Le plus grave, c'est qu'après la décennie noire que nous avons traversée, il n'y a pas eu de thérapie individuelle ou collective. Bien au contraire, il y a un travail qui vise à étouffer certaines rencontres (qui dérangent)».

Au réseau Wassila, on déplore le manque de statistiques au niveau national. Fatima Oussedik estime que des lignes spécialisées devraient être placées dans les APC par exemple pour permettre de mieux cerner le drame qui se produit dans notre société. «Ces affaires, déplore notre interlocutrice, sont traitées à la manière de chiens écrasés, c'est scandaleux, on en parle comme un fait divers, elles sont presque banalisées puisque aucun responsable du



Des dizaines de personnes se sont rassemblées en face de la Grande-Poste à Alger-Centre pour rendre hommage à Amira Merabet.

pays n'intervient lorsque ces faits se produisent. Cette violence est pourtant le résultat d'une période terrible que nous avons vécue mais aussi de la situation que nous vivons actuellement.» Elle s'explique : «L'assassin de Amira Merabet est un individu issu de l'exode rural, il est analphabète et chômeur. Il a fait trois séjours en prison, battu un policier à sa sortie. Amira Merabet est issue d'une famille moderniste, elle travaille et a voulu sauver sa jeune sœur sur laquelle il avait jeté son dévolu. Cette violence est le produit de l'Algérie de 2016.» Pour Fatima Oussedik, le drame qui s'est produit à Constantine est, en tous points de vue, identique à celui qui s'est passé au début des années 2000 à Hassi Messaoud. Plus d'une dizaine de femmes avaient été agressées et brûlées vives parce qu'elles avaient osé se rendre dans cette localité en quête de travail. «Les hommes ont pris peur croyant qu'elles allaient leur prendre leur emploi, on a inventé des tas de choses à leur sujet et cela s'est transformé en tuerie contre ces malheureuses. On en a parlé un peu et puis plus rien. Mais aujourd'hui, les chiens écrasés cela suffit.»

Pour Soumia Salhi (féministe), la situation se traduit ainsi : «Il y a de plus en plus de femmes dans les rues, dans les espaces publics, alors évidemment cela dérange, le règne patriarcal est tenace. On nous

rappelle à l'ordre. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que le lieu où la femme subit le plus de violence est le domicile conjugal, c'est l'endroit le plus dangereux. Ce qui se passe à l'extérieur est le prolongement de l'intérieur.» Elle rappelle que les textes, même nouveaux, sont nettement insuffisants, il faut «des textes et leur application sur le terrain».

Belaa Meriem, de SOS femmes en détresse, s'inquiète elle aussi du regain de violence contre «les femmes et les enfants, ces maillons faibles de la société». Comme d'autres féministes, elle impute cette recrudescence aux années de terrorisme traversées par la société algérienne. «Les enfants ont vécu dans un contexte de violence terrible, ils ont grandi dans des milieux où cette violence était vécue au quotidien, il est normal qu'ils deviennent à leur tour violents. Il n'y a aucune prise en charge et cela a généré de grands dégâts. Le nombre de victimes a sensiblement augmenté, on le constate, sans que des mécanismes de prise en charge soient mis en place. Des textes ont été élaborés, c'est vrai, mais à aucun moment on ne s'est penché sur la nécessité de la mise en place de mécanismes de prise en charge de protection de la femme après un dépôt de plainte. Elle est soumise aux représailles de l'époux, de l'agresseur et même de la famille. La plupart de ces femmes sont gravement

dépressives, nous vivons cela au quotidien au niveau de l'association. Parfois, nous nous trouvons face à des situations carrément ingérables.» Bouleversée, elle narre l'histoire d'une des victimes dont elle est en charge. «Il s'agit d'une jeune femme qui avait seulement huit ans lorsque des terroristes sont entrés chez eux et massacré sous ses yeux ses parents. Ils ne les ont pas simplement assassinés, mais carrément charcutés. Elle a tout vu et a dû s'en sortir seule tant bien que mal. A 17 ans, elle s'est résignée à épouser un homme qui s'est avéré être d'une grande violence, il la battait constamment. Sa belle-mère la privait de nourriture. Elle a tenté de tenir le coup pour ses trois enfants, mais au bout d'un certain temps, la violence et la privation l'ont poussée à fuir le domicile conjugal. Son mari l'a retrouvée, l'a tabassée, récupéré les enfants et a tenté de l'interner à l'hôpital psychiatrique de Blida. Sur place, le psychiatre conclut à la bonne santé mentale et refuse de l'admettre. Sur le chemin du retour, le mari et sa mère l'ont battue violemment et projetée hors de la voiture. L'époux avait déposé plainte pour mauvaises mœurs, la justice lui retira la garde des enfants. Elle a erré jusqu'à ce qu'une âme charitable l'ait dirigée vers SOS femmes en détresse.» Son époux vit à ce jour dans l'impunité la plus totale...

Abla Chérif